

# Restructuration de l'Hôtel-Dieu de Paris

---

## Message du président aux membres de la CME, 11 juillet 2013

AFP : Hôtel-Dieu: la fermeture des urgences repoussée (Touraine)

PARIS, 10 juillet 2013 (AFP) - La ministre de la santé, Marisol Touraine, a annoncé mercredi qu'elle avait décidé de "décaler" la date de fermeture des urgences de l'hôpital parisien de l'Hôtel-Dieu, qui était prévue le 4 novembre.

La ministre a précisé prendre en compte "la dégradation du climat" social à l'Hôtel-Dieu et indiqué ne pas vouloir prendre de risques pour les urgences parisiennes au début de l'hiver.

Chères et chers membres de la commission médicale d'établissement (CME) de l'AP-HP,

Hier, en début d'après-midi la ministre en charge de la santé a donc tranché le débat qui agite depuis un an notre communauté médicale : nous n'avons plus les moyens financiers de maintenir l'Hôtel-Dieu dans ses fonctions hospitalières traditionnelles ; après ses services de médecine et de chirurgie, il faut aussi fermer ses urgences ; quels sont le meilleur moment et la meilleure manière de le faire ?

Le 19 novembre dernier, nous nous étions prononcés à la quasi-unanimité pour fermer les urgences dès que possible et y substituer une consultation de médecine sans rendez-vous 24h/24.

Avant-hier, en réunion plénière, le P<sup>r</sup> Jean-Yves FAGON faisait un point sur cette consultation tout à fait innovante à l'AP-HP : les choses s'organisent ; rendez-vous à la prochaine CME (10 septembre) pour une nouvelle proposition que nous espérons tous complète et satisfaisante, c'est-à-dire donnant toutes les garanties en matière de qualité et de sécurité pour permettre la clôture des urgences au début de novembre.

Hier à 18h, le président de la République inaugurait le bâtiment Laennec à Necker. Cela m'a permis un bref tête à tête avec M<sup>me</sup> TOURAINE. Elle croit, dit-elle, toujours au formidable projet du futur Hôtel-Dieu mais trouve préférable non pas de le « reporter », mais de le « décaler » (la nuance dépasse mon entendement) de quelque mois, ce qui pourrait (comme par hasard) nous mener au mois de mai 2014 ; rien à voir avec le docteur GÉRALD KIERZEK que son chef de service a malencontreusement écarté des responsabilités qu'il assurait dans l'organisation de l'ambulance du SMUR. Et voilà, tout s'éclaire ! les élections municipales du printemps prochain ! J'ai aussi parlé à deux conseillers de M<sup>me</sup> TOURAINE. L'un a esquivé le sujet pour m'entreprendre sur les projets immobiliers de l'AP-HP. L'autre est revenu sur l'affaire de l'Hôtel-Dieu pour me confesser sans rire sa crainte d'une fronde nationale qui aurait explosé le 4 novembre si on avait fermé les urgences : les mécontents de toute la France en matière de politique territoriale de santé (fermetures de petits hôpitaux ou de maternités) se seraient ligués autour du D<sup>r</sup> KIERZEK pour ameuter les populations et faire vaciller le ministère ; il faut pourtant croire que ce péril est saisonnier puisqu'il n'existera plus en mai...

Dans la procession qui suivait notre président de la République, j'ai aussi croisé ses deux conseillers, M. Nicolas REVEL et notre collègue, le P<sup>r</sup> Olivier LYON-CAEN, qui nous avaient reçus à l'Élysée, notre directrice générale et moi, ce lundi 8 juillet. Nous n'avons échangé que des poignées de mains : placé si haut dans la hiérarchie de l'État, on a le triomphe modeste ; il était inutile de me refaire leur violon sur l'opportunité de mieux tenir compte du climat politique parisien dans les discussions sur la transformation de l'Hôtel-Dieu.

La raison municipale, curieusement transformée en raison d'État, bâillonne donc la CME de l'APHP à qui la loi impose pourtant de veiller à la qualité et la sécurité des soins, ainsi qu'aux conditions d'accueil et de prise en charge des usagers.

Refusons ensemble cette décision

- qui renie nos compétences légales et techniques,
- qui demande à plusieurs équipes de soignants de repousser de six mois une organisation qu'elles avaient comprise, admise et minutieusement mise en place, à l'Hôtel-Dieu et dans cinq autres hôpitaux de l'AP-HP ;
- qui transforme une pure question de politique médicale hospitalière en enjeu électoral du 4<sup>e</sup> arrondissement de Paris,
- qui laisse en place une structure briguebalante dans un hôpital vidé de ses ressources au mépris de la santé des Parisiens, ce qui est totalement indigne du plus grand centre hospitalo-universitaire de France.

Je recevrai volontiers toutes vos réactions.

Continuons sans relâche à défendre l'excellence de l'AP-HP dans un contexte économique hautement contraint, dont il est devenu parfaitement clair que nous avons plus le souci que les éminences qui nous gouvernent.

Je vous souhaite tout de même un bel été et vous donne rendez-vous le 10 septembre pour notre prochaine réunion de la CME.

Très cordialement vôtre,

P<sup>r</sup> Loïc CAPRON  
président de la Commission médicale d'établissement  
de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris

P.-S. Ce message n'est pas confidentiel. Diffusez-le sans restriction.

Paris, 11 juillet 2013